



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'Environnement,
de la Coordination et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant mise en mesure au titre des installations classées
pour la protection de l'environnement**

**Société SNCF VOYAGEURS
71 rue des ateliers à Saint-Pierre-des-Corps**

Le préfet d'Indre-et-Loire
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu :

- le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Thomas CAMPEAUX en qualité de préfet d'Indre-et-Loire ;
- l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques), et notamment ses articles 17, 19 et 20 ;
- l'arrêté préfectoral n° 18438 du 9 septembre 2008 autorisant la société SNCF Voyageurs à exploiter diverses installations sur le territoire de la commune de Saint-Pierre-des-Corps et les arrêtés préfectoraux complémentaires du 31 mars 2009, du 15 juillet 2010 et du 16 mars 2011 ;
- l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2025 donnant délégation de signature à Madame Florence GOUACHE, sous-préfète, secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;
- l'information faite par l'exploitant le 3 décembre 2025 de la survenue d'un incendie le même jour sur le site du Technicentre Industriel de Maintenance de Saint-Pierre-des-Corps exploité par la société SNCF Voyageurs ;
- la visite d'inspection effectuée le 4 décembre 2025 suite à l'incendie survenu le 3 décembre 2025 ;
- le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 17 décembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 30 décembre 2025 ;

Considérant ce qui suit :

- lors de l'inspection précitée, suite à l'incendie du 3 décembre 2025 d'une cuve contenant de l'acide benzylique, les inspectrices de l'environnement (spécialité installations classées) ont constaté les faits suivants :
 - l'exploitant n'a pas associé à sa cuve d'acide benzylique une rétention dont le volume est au moins égal à 100 % de la capacité de sa cuve ou 50% de la capacité totale des cuves associées ;

- l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du bon contrôle de vérification des installations électriques ;
 - les locaux abritant l'installation de traitement de surface ne sont pas équipés de dispositifs de détection automatique d'incendie ;
- dans son courriel du 30 décembre 2025, l'exploitant s'est engagé à retirer la cuve d'acide benzylique endommagée (celle-ci étant définitivement hors service) et à mettre en place une nouvelle installation dotée d'une rétention suffisante et dont les locaux l'abritant seront équipés d'un dispositif de détection automatique d'incendie dans un délai de 12 mois (cette nouvelle installation fera l'objet d'un dossier de porter à connaissance) et qu'en attendant, l'activité de décapage est intégralement sous-traitée à une entreprise extérieure ;
- le constat relatif aux installations électriques constitue un manquement aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel susvisé ;
- face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SNCF Voyageurs de respecter les prescriptions de l'article 17 de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – La société SNCF Voyageurs exploitant une installation de Technicentre Industriel de Maintenance, sise 71 rue des Ateliers à Saint-Pierre-des-Corps, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 en réalisant le contrôle périodique annuelle de ses installations électriques, accompagné d'une détection de points chauds par un système de thermographie à infrarouges, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai précisé par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la présente décision, les recours suivants peuvent être introduits, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 et suivants du code de justice administrative et du livre IV du code des relations entre le public et l'administration :

- **un recours gracieux**, adressé au préfet d'Indre-et-Loire, bureau de l'environnement, 37925 TOURS CEDEX 9 ;
- **un recours hiérarchique**, adressé à la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche - direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia - 1 place Carpeaux - 92 055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois. Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

- **un recours contentieux**, en saisissant le tribunal administratif d'Orléans – 28, rue de la Bretonnerie 45 057 Orléans cedex 1. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 – Exécution

La secrétaire générale de la préfecture d'Indre-et-Loire et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera notifié à la société SNCF Voyageurs et publié sur le site internet de la préfecture d'Indre-et-Loire pendant une durée minimale de 2 mois.

Tours, le 12 JAN. 2026

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale de la préfecture,



Florence GOUACHE